

PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction départementale
de la protection des populations

Grenoble, le

24 SEP. 2019

Service installations classées

Téléphone : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Affaire suivie par : Catherine Rousselot

Téléphone : 04 56 59 49 61

Mél : catherine.rousselot@isere.gouv.fr

Arrêté préfectoral

N°DDPP-IC-2019- 09_13

**PORTANT OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE
sur la demande d'autorisation environnementale présentée par
la Société UPSGI ULTRAPROPRETE
Création, exploitation d'une installation de nettoyage et de
décontamination de surface de pièces de haute technologie
Atelier Seyssinet 2
sur la commune de SEYSSINET-PARISSET**

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le livre I^{er}, titre II, chapitre III (participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement), titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le livre V, titre 1^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU la demande d'autorisation environnementale présentée le 13 juillet 2018, et complétée le 15 janvier 2019, par la société UPSGI ULTRAPROPRETE (siège social : 12 rue Paul Valérien Perrin - ZI Tuilerie 2 – 38170 SEYSSINET-PARISSET) ayant fait l'objet d'un accusé de réception le 28 août 2018 en vue d'obtenir l'autorisation de créer, dans un bâtiment existant, et d'exploiter une installation de nettoyage et de décontamination de surface de pièces de haute technologie située 20 rue de la Tuilerie - ZI Tuilerie II sur la commune de SEYSSINET-PARISSET ;

VU l'avis de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, en date du 22 mai 2019, mentionnant que le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par la société UPSGI ULTRAPROPRETE est complet et régulier, et peut être mis à l'enquête publique ;

VU la décision n°E19000297/38 du 4 septembre 2019 par laquelle le président du tribunal administratif de Grenoble a désigné Monsieur Georges CANDELIER, en qualité de commissaire-enquêteur ;

VU la décision n°2018-ARA-DP-01178 du 14 mai 2018, par laquelle l'autorité environnementale confirme, à l'issue d'un examen au cas par cas, que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale, jointe au dossier d'enquête publique ;

VU les avis émis par la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Auvergne-Rhône-Alpes, UDAP de l'Isère, par la délégation départementale de l'Isère de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes, par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Isère et l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO), annexés au dossier d'enquête ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de soumettre ce projet aux formalités de l'enquête publique prescrite par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le site concerné est répertorié dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques suivantes :

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
4110-2	A	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. Substances et mélanges liquides.	3 570 kg : Bains à base HF (conc. > 10%) : 3 220 kg HF en bidons : 250 kg
2565-2	E	Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique Procédés utilisant des liquides	4 800 L : 5 cuves ➤ 2 x 700 L ➤ 2 x 880 L ➤ 1 x 1 220 L ➤ bacs
4120-2	D	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. Substances et mélanges liquides.	2 706 kg : Bains à base HF (conc. < 10%)
1185-2	NC	<i>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</i> Emploi dans des équipements clos en exploitation.	17 kg (groupe froid)
1630	NC	<i>Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique</i>	1,3 t
2563	NC	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles	480 L : 1 cuve de 240 L 2 cuves de 120 L

2910-A	NC	<i>Combustion</i> Lorsque l'installation consomme exclusivement du gaz naturel	100 kW (aérothermes)
2925	NC	<i>Ateliers de charge d'accumulateurs</i>	8 kW
4130-2	NC	<i>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</i> Substances et mélanges liquides.	260 kg : stock HN03 58 %
4331	NC	<i>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330</i>	0,15 t
4715	NC	<i>Stockage d'hydrogène (numéro CAS 133-74-0)</i>	2 B 50 : 2 kg
4725-2	NC	<i>Stockage d'oxygène (numéro CAS 7782-44-7)</i>	2 B 50 : 28 kg

A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration avec contrôle périodique), NC (non classée)

CONSIDÉRANT, en application de l'article L.123-9 du code de l'environnement, que la durée de l'enquête publique peut être réduite à quinze jours, le projet ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le périmètre du rayon d'affichage, fixé à 1 kilomètre pour la rubrique 4110-2, concerne les communes de SEYSSINET-PARISSET, GRENOBLE et SEYSSINS ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Isère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : La demande susvisée sera soumise à une enquête publique d'une durée de 17 jours à compter du 21 octobre 2019 à 08h30 et jusqu'au 6 novembre 2019 à 17h30 dans la commune de SEYSSINET-PARISSET.

ARTICLE 2 : Pendant toute la durée de l'enquête publique, un exemplaire du dossier ainsi qu'un registre d'enquête dans lequel pourront être consignées les observations et propositions relatives au projet, seront tenus sur support papier, à la disposition du public, à la mairie de SEYSSINET-PARISSET aux jours et heures habituels d'ouverture au public de celle-ci :

Dans les mêmes conditions, une version numérique du dossier sera consultable gratuitement sur poste informatique à la mairie de SEYSSINET-PARISSET.

Le dossier d'enquête publique sera également mis en ligne et consultable sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant toute la durée de l'enquête publique.

Monsieur Georges CANDELIER, désigné en qualité de commissaire-enquêteur, se tiendra à la disposition du public en mairie de SEYSSINET-PARISSET pour y recevoir les observations et propositions des intéressés, qui pourront, à cette occasion, être également inscrites dans le registre prévu à cet effet, aux jours et heures suivants :

- **jeudi 24 octobre 2019 de 9h00 à 12h00**

- **mercredi 6 novembre 2019 de 14h30 à 17h30**

Lorsqu'elles seront présentées par lettre, les observations et propositions du public devront être adressées à monsieur le commissaire-enquêteur, domicilié à la mairie précitée, pour être annexées au registre d'enquête par ses soins.

Le public pourra également adresser ses observations par voie électronique à l'adresse suivante : ddpp-observations-ic@isere.gouv.fr jusqu'au 6 novembre 2019 à 17h30. Les observations et propositions seront annexées au registre d'enquête tenu à la mairie de SEYSSINET-PARISSET.

Les observations et propositions transmises par voie électronique seront consultables, dans les meilleurs délais, sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr).

Les observations du public seront consultables et communicables, aux frais de la personne qui en fait la demande, pendant toute la durée de l'enquête publique.

Les informations relatives à l'enquête publique pourront être consultées sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier mis à l'enquête publique auprès du service installations classées de la direction départementale de la protection des populations (DDPP) de l'Isère, avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 3 : Des affiches annonçant l'enquête publique seront apposées, quinze jours au moins avant l'ouverture de celle-ci, soit le 4 octobre 2019 au plus tard, par les soins du maire, à la mairie de SEYSSINET-PARISSET et dans le voisinage de l'installation projetée, de manière à assurer une bonne information du public.

Cet affichage fera l'objet d'un certificat établi par le maire et adressé à la DDPP de l'Isère (service installations classées), au terme de la durée de l'enquête publique.

ARTICLE 4 : Il sera également procédé à un affichage, dans les conditions précisées à l'article 3, dans les communes de GRENOBLE et SEYSSINS ainsi qu'au siège de GRENOBLE-ALPES-METROPOLE ;

Les certificats d'affichage seront adressés par les maires de GRENOBLE, SEYSSINS et le président de GRENOBLE-ALPES-METROPOLE à la DDPP de l'Isère (service installations classées), au terme de la durée de l'enquête publique.

ARTICLE 5 : Le responsable du projet apposera, sauf en cas d'impossibilité matérielle justifiée, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique, soit le 4 octobre 2019 au plus tard, et pendant toute la durée de l'enquête, des affiches annonçant celle-ci sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Ces affiches devront être visibles et lisibles des voies publiques et être conformes aux dispositions de l'arrêté du ministre chargé de l'environnement du 24 avril 2012, fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R.123-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : En outre, un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de l'Isère, quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête publique, en vue de l'information du public.

Cet avis d'enquête publique ainsi que le résumé non technique de l'étude d'incidence et de l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation, seront publiés sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique.

ARTICLE 7 : Les conseils municipaux des communes de SEYSSINET-PARISSET, GRENOBLE et SEYSSINS, et le conseil métropolitain de GRENOBLE ALPES METROPOLE seront appelés à formuler un avis motivé sur ce projet, dès l'ouverture de la phase d'enquête publique et au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête publique.

Les délibérations intervenues, devront préciser le nom du pétitionnaire et de la commune du lieu de l'établissement et être adressées à la DDPP de l'Isère – service installations classées.

ARTICLE 8 : Au terme de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur, après avoir procédé à la clôture du registre, convoquera le pétitionnaire dans la huitaine et lui communiquera les observations et propositions écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire un mémoire en réponse, dans un délai de quinze jours.

Le commissaire-enquêteur rédigera son rapport et ses conclusions motivées et enverra à la DDPP de l'Isère (service installations classées), le dossier complet, y compris les avis des conseils municipaux et du conseil métropolitain, dans les trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête publique.

Toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur à la DDPP de l'Isère (service installations classées), ainsi qu'à la mairie de SEYSSINET-PARISSET, pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique. Ces documents seront publiés sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) dans les mêmes conditions de durée.

ARTICLE 9 : La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus. L'autorité compétente pour prendre cette décision est le Préfet de l'Isère. Elle constitue un acte administratif à caractère individuel, dont le seul bénéficiaire est l'exploitant.

ARTICLE 10 : Toute information sur le projet peut être demandée soit auprès de M. André DIMITRIJEVIC, directeur du site (tél : 04.76.21 22 96), soit au service installations classées de la DDPP de l'Isère située 22 avenue Doyen Louis Weil à Grenoble (tel : 04.56.59.49.99 ou mail : ddpp-ic@isere.gouv.fr).

ARTICLE 11 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes en charge des installations classées ainsi que les maires de SEYSSINET-PARISSET, GRENOBLE, SEYSSINS et le président de GRENOBLE ALPES METROPOLE, sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au commissaire-enquêteur et au pétitionnaire.

Grenoble, le 24 SEP. 2019

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de service



Annick SCHWARZ

